

# TRIBUNE

des amis, lecteurs et militants pour

**A  
L  
G  
E  
R  
I  
E  
N  
N  
E**

- **LES LIBERTES  
DEMOCRATIQUES**
- **LA CONSTITUANTE  
SOUVERAINE**

- Editorial
- L'U.G.T.A. et le pouvoir
- Dossier Tunisie
- Monopole du commerce extérieur
- La politique des salaires
- L'affaire Laïd Sebâï
- Notes ...

**4<sup>f</sup>**

**CORRESP<sup>CE</sup> SELIO**

87, rue du Faubourg St. Denis 75010 Paris

NUMERO I4

FEVRIER 1978

## EDITORIAL

Le 25 mars se tiendra à Alger le 5e Congrès de l' U.G.T.A. C'est là un événement considérable dans la vie politique algérienne, qui se situe à un moment où la faillite économique et politique accentue la décomposition du régime militaire policier, et qui établira après la première confrontation de mai-juillet 77 entre Boumediène et la classe ouvrière, quel sera le rapport des forces entre les classes à l'issue de cette seconde bataille ..

### - I - LA CLASSE OUVRIERE ALGERIENNE POSSEDE L'INITIATIVE.

Tribune Algérienne a déjà analysé la grève des dockers, celle des cheminots et des agents de la RSTA, celle de l' Université ( n° 11bis de septembre, n° 12 d'octobre et n° 13 de décembre).

T.A. a expliqué que les grèves de Mai-juillet 1977, déclanchées après le discours de mai de Boumediène annonçaient une ère de travail forcené, d'austérité et de rigueur, ne constituaient pas des grèves revendicatives pour la défense de telle ou telle revendication catégorielle, mais l'expression au niveau des corporations, d'un mouvement d'ensemble plus général, celui de la classe ouvrière combattant pour la défense de ses revendications matérielles, sur son propre terrain de classe et avec les méthodes de la lutte des classes ( assemblées générales des grévistes, comités de grève élus par les A.G., piquets de grève ... ) le régime bourgeois de Boumediène.

T.A. a dit que ce mouvement remettait en cause non seulement la bataille de la production/gestion, c'est à dire le programme planifié d'exploitation des travailleurs, dicté par Rockefeller et le FMI à Boumediène, mais aussi les structures corporatistes de la GSE, chargées de faire passer ce plan. Et qu'il combinait le combat pour l'amélioration des conditions de travail et du niveau de vie des travailleurs ( lutte contre l'exploitation capitaliste ), celui pour les libertés démocratiques ( droit de grève, de réunion, d'expression, d'organisation ... ) et celui pour une UGTA indépendante du FLN et de l'Etat, une UGTA d'où seraient expulsés " les travailleurs" PDG, walis, colonels, policiers et commissaires nationaux du FLN, fonctionnaires serviles et corrompus de l' Etat militaire policier qui exercent un contrôle sur l' UGTA, pour conserver l' Etat né du putsch de juin 1965, pour permettre à l'imperialisme américain de piller l' Algérie ( cf. article ), pour perpétuer la dictature, pour garantir l'ordre bourgeois en Algérie et au Maghreb.

C'est parce que ce mouvement s'amplifiait et s'approfondissait et qu'il mettait à l'ordre du jour la grève générale centralisée par un Comité national de grève, avec l' UGTA débarassée des bureaucrates bourgeois et des berkis de la GSE, que Boumediène a été contraint de quitter son Palais de Pacha et de venir s'incliner devant les grévistes du dépôt de Fougeroux. Humiliante défaite pour le Colonel-Président, qui rêve d'instaurer le Califat, lui qui n'est que l'incarnation de la contre révolution en Algérie ! Eclatante victoire pour le prolétariat qui depuis 1972 combat inlassablement pour se constituer en classe et se dote d'une organisation de classe indépendante !

Ainsi, le contenu du mouvement des masses de mai-juillet qui remettait en cause la dictature du 19 juin, comme la victoire de Fougeroux, établissent en Algérie comme à l'échelle internationale que c'est la classe ouvrière qui détient l'initiative.

C'est en partant de cette réalité que l'on peut comprendre pourquoi Carter et Brejnev apportent à Boumediène une aide financière, militaire et politique massive, le sens de la politique menée par Boumediène au Machreck depuis Tripoli, le sens de toute

./...

la politique anti-ouvrière menée depuis septembre, et aussi comment s'effectue le processus de mobilisation des travailleurs contre le pouvoir et qui font du Congrès de l'UGTA un deuxième grand moment de l'affrontement entre les classes en Algérie.

- II - LE POUVOIR BOURGEOIS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE.

Boumedienne qui fut le n° 1 bis de Ben Bella, avait approuvé le coup de force du Bureau Politique lors du 1er congrès de l'UGTA d'avril 1963. La structuration de l'Etat bourgeois né des Accords d'Evian et rendu très difficile après le départ massif des Pieds Noirs et de l'éclatement de l'Exécutif Provisoire, du GPRA et du FLN, impliquait la non acceptation d'une organisation ouvrière indépendante.

Après le putsch du 19 juin 1965, Boumedienne s'efforça d'asphyxier et de démanteler l'UGTA pour mieux forger son appareil d'état sur l'ANP, d'où le 3e congrès de l'UGTA de mai 1969, à huis clos, organisé par le responsable du FLN Cherif Belkacem et le ministre du travail et cela 4 ans après le putsch !

Après la grève de la RSTA de 1972, Boumedienne organise le IVe Congrès d'avril 1973, avec son larbin Benikous.

Aujourd'hui, après les grèves de mai-juillet, le pouvoir n'a qu'une seule idée, dissoudre l'UGTA dans la GSE. Il y va de son Etat. Il y va de sa crédibilité auprès du FMI. Il y va de son avenir de PDG du syndicat des colonels. Il y va de l'ordre bourgeois :

Quel est son plan de bataille? Comment compte-t-il réaliser son dessein criminel?

1) Boumedienne utilise à fond la Charte et les Institutions adoptées à la suite d'élections truquées, et qui légalisent la dictature.

Ainsi le Président, maître absolu de l'Etat dicte sa loi mise en forme par son cabinet de techniciens. Cette loi sera adoptée au Conseil des ministres qu'il dirige et ratifiée par les distingués députés de l'ANP fantôme.

Cette procédure grossière qui ne modifie en rien les pouvoirs antérieurs, détenus par le Chef du conseil de tutelle sur le peuple algérien, donne à la vie politique les apparences de la séparation des pouvoirs et vise surtout à faire porter à l'ANP, la responsabilité des lois réactionnaires prises par Boumedienne.

Ainsi ont été adoptées, après des débats fumeux qui n'ont jamais porté que sur des points secondaires:

- a) Le projet de loi des finances 1978, rédigé par le FMI, lors de l'attribution des crédits quémmandés par Bélyahia et dont l'objectif est double :
  - valorisation des Investissements dans le secteur des hydrocarbures qui intéressent le FMI et l'Impérialisme américain.
  - austérité pour les masses ( cf. article ).
- b) La loi sur le commerce extérieur. Abusivement qualifiée de " loi sur le monopole du commerce extérieur ", cette loi, qui n'est pas un terme à l'enchaînement de l'Algérie à l'impérialisme ( 95% des exportations sont fournies par les hydrocarbures dont le marché est contrôlé non pas par l'OPEP mais par le Cartel pétrolier américain ), mais à l'assainissement voulu par le FMI qui veut contrôler les circuits où il injecte ses dollars.
- c) la loi sur la formation professionnelle qui raccroche plus étroitement l'Ecole à la production, ruine la recherche fondamentale en Algérie et assigne à l'enseignement comme tâche de fournir les OS et agents techniques nécessaires à l'entretien d'un appareil de production centré sur les hydrocarbures dont les maîtres resteront les experts financiers et techniques désignés par le FMI.
- d) La loi sur les salaires, qui établit le montant du salaire de chaque travailleur non pas en fonction du prix de la force de travail achetée, mais en fonction de la productivité de son travail, c'est à dire son taux d'exploitation et

des bénéficiaires déclarés des entreprises. Sans parler de la classification des postes qui permet de placer aux postes les mieux payés, les ouvriers les plus dociles.

e) Le projet sur le statut du travailleur, qui abrogeant l'existence de la classe ouvrière comme réalité sociale, enfermera chaque ouvrier dans un réseau de normes de production, d'activités culturelles ( sport, théâtre à l'entreprise ), d'obligations et de servitudes ( volontariat ) le tout programmé par l'informatique. L'objectif : atomiser la classe ouvrière pour lui extorquer un maximum de plus value, éliminer toute idée de combattre pour une organisation indépendante de classe et toute conscience de classe, processus que le pouvoir compte parachever après le vote de ses lois par l'intégration de l'UGTA dans la GSE.

## 2 - La restructuration du FLN.

En 1964, Ben Bella et Boumediène ont mené ensemble le combat pour empêcher que Khider ne fasse du FLN une organisation de masse contrôlant l'Etat.

Boumediène qui n'a jamais milité au MTLD et n'a pas combattu sur le sol national, a toujours manifesté le plus grand mépris pour le mouvement nationaliste et la résistance algérienne.

Après le 19 juin, le FLN qui n'a jamais tenu de Congrès est devenu, sous la direction de Kaïd Ahmed et de Cherif Belkacem, une organisation de notables et de carriéristes. Dans ces conditions, à quoi bon tenir un Congrès?

Mais aujourd'hui que la crise est ouverte, il s'agit de construire un FLN renouveau, non pas en replongeant à la source du nationalisme algérien, mais en partant de Boumediène et de sa politique. Cela revient à dire qu'il s'agit d'édifier une organisation conservant encore le sigle du FLN ( avant de devenir le PAG ) mais d'origine, d'orientation et de fonction différente.

Ce nouveau FLN - PAG sélectionné et encadré par l'ANP formera une sorte de garde prétorienne du régime et sera un rouage moins visible que l'ANP. Son but : créer l'instrument pour étrangler l'UGTA aux cris de " vive la liberté " , " vive le socialisme " ...

## 3 - La tenue de " Congrès " des organisations nationales.

Il ne s'agit, en fait, que de réunions des appareils d'organisations créées de toutes pièces par le pouvoir, et qui n'ont jamais réussi à encadrer la classe ouvrière, la paysannerie pauvre ( UNPA ), les femmes ( UNFA ) ou la jeunesse ( UNJA ) .

Pourquoi chercher à tenir ces " Congrès " sans ordre du jour, sans bilan et sans perspectives, sinon pour faire passer l'idée que ces organisations sont comme l'UGTA des organisations nationales de secteurs particuliers, sous le contrôle de l'organisation politique contrôlant toutes les autres : le FLN.

## 4 - L'emploi de diversions .

La diversion sautoile a fait long feu en Algérie, du fait que chacun a pu remarquer que chaque "offensive" du Polisario, était jumelée avec une opération de politique intérieure dirigée contre la classe ouvrière algérienne. De là, la tentative utilisée de raviver le sentiment anti colonialiste du peuple algérien à l'égard de l'ancien tuteur. Mais il s'agissait de ne pas aller trop loin ; critiquer la politique de Giscard mais par rapport à celle de De Gaulle, le champion de la " décolonisation " . Il fallait parler des chaînes et des atrocités de la guerre mais sans rouvrir le dossier de la Révolution algérienne qui établit que c'est le peuple algérien et non les officiers des palaces de Tunis, de Rabat et de Bagdad, qui ont arraché l'indépendance.

Mais comme Giscard disposait d'un moyen de retorsion efficace : le demantelement de l'Amicale des Algériens en Europe, sous le contrôle direct des ambassades et consulats, Boumediène qui connaît la place qu'a occupé l'émigration dans l'organisation du

mouvement nationaliste, de l' Etoile Nord Africaine jusqu'à 1962, à préféré baisser le ton puis abandonner.

Il y avait encore la diversion des Canaries, mais lorsque Madrid s'est fâché, la radio du MPAIC s'est tue. Un colonel est toujours respectueux envers les rois !.

Il ne restait plus que la diversion par excellence : celle de la mobilisation de la Nation Arabe contre le sionisme, opération où Boumediene espère détourner l'attention des travailleurs pendant qu'il liquiderait l' UGTA, ramasser des dollars de Khadafi et si possible de Khaled et des émirs, sans risquer de voir son ANP d'opérette et ses officiers de banquets, subir une défaite, qui serait suivie, de la révolution prolétarienne .

Mais là encore les travailleurs comprennent que l'objectif de Boumediene n'est pas la révolution palestinienne, mais les dollars de Khadafi, le chantage à Carter pour qu'il paie cher pour la compréhension d' Alger ... et la liquidation de l' UGTA.

#### 5 - Le soutien des dirigeants communistes.

L'appui de Santiago Carrillo aux Sahraouis a vite disparu lorsque l'agitation s'est développée aux Canaries. Le P.C.E. est défenseur de la monarchie, de l'armée franquiste et de l'empire espagnol, tout comme l'était le P.C.F.

Brejnev a apporté un soutien verbal aux Sahraouis, mais n'a pas condamné les raids des jaguars français sur les colonnes du Polisario ( il souhaite la victoire de Giscard-Barre aux élections de 1978 ), a refusé de reconnaître la RASD... et a signé un contrat de 2 milliards de dollars avec Hassan II pour l'exploitation des phosphates de Meskala ( sud marocain ) et ... de Bou Crâa que le F. Polisario ne viendra pas attaquer .

Il reste heureusement le fidèle Marchais, qui défend à Paris l' Amicale de Boumediene, condamne ceux qui voudraient faire voter les immigrés et les faire participer à la vie politique française ( où va-t-on si les indigènes de là bas se mêlent de nos problèmes ? ) cherche à implanter l' UNJA en France et vient régulièrement à Alger cautionner la politique de Boumediene. Mais il ne faudra plus parler du rôle du P.C.F. à Setif Quelma en 1945, du vote des pouvoirs spéciaux en 1956, du soutien à Salan en 1958 et à De Gaulle jusqu'en 1962 ! Et garder quelques millions de m<sup>3</sup> de gaz pour la France si la gauche parvenait au pouvoir !

Il reste aussi le PAGS , toujours aligné sur le P.C.F. comme à l'époque coloniale et qui défend toujours la même ligne : empêcher que la classe ouvrière algérienne se dote d'une organisation de classe indépendante , cela jusqu'en 1962, pour que l' UGTA soit subordonnée au FLN jusqu'au 4<sup>e</sup> Congrès , pour que le syndicat soit intégré dans la GSE au 5<sup>e</sup> Congrès de l' UGTA.

#### - III - COMMENT LES COLONELS BOUMEDIENE - YAHIAOUI PREPARENT LE 5<sup>ème</sup> CONGRES ?

Boumediene veut organiser un bon congrès comme ceux de 1969 et de 1973, c'est à dire un Congrès préparé par un colonel du Conseil de la Révolution, Yahiaoui, sur une orientation qui est celle de ses discours, dans un cadre de discussion qu'il contrôle , avec des délégués rigoureusement choisis par les commissions de candidature qu'il supervisera.

Le bon congrès écoutera son discours sincère, proposera des suggestions et des amendements qui seront triés par la commission des résolutions, présidée par Yahiaoui. Les bonnes idées, c'est à dire, celles qui aggraveront l'exploitation des travailleurs et iront dans le sens de la dissolution de l' UGTA seront retenues les autres seront écartées comme " ouvriéristes " , inspirées de l'étranger, ou anti socialistes.

Puis le congrès adoptera par acclamation la résolution finale que le pouvoir a déjà rédigé et la direction qu'il a déjà choisie.

C'est cela la démocratie révolutionnaire telle qu'elle fonctionne au FLN ou l' APN où chaque fois s'exprime avec force la voix de l'opposition ... par la bouche de Boumediene. Car de même que Begin représente la voix des palestiniens, en Algérie c'est Boumediene qui exprime la voix des travailleurs!

Pourtant les deux compères savent que mars 1978 ce n'est pas mai 1969. Il y a eu Fougeroux ! De là la prudence avec laquelle ils procèdent. De là le luxe de précautions prises pour poser le cadre de la discussion et éviter qu'il ne vole en éclats comme lors du débat sur la Charte !

Leur plan de bataille est simple .

1 - réaffirmation que l' UGTA n'est pas une organisation syndicale de classe, puisque Boumediene a abrogé les classes par ordonnance, mais une organisation nationale dans une branche particulière de la production, donc subordonnée au FLN qui exprime la politique de la totalité des secteurs de la production, des femmes et de la jeunesse. Puisque la partie est compositée du tout et ne peut s'opposer à elle ( l'estomac broie les aliments mais c'est le cerveau qui commande la digestion ! ) , c'est donc au FLN et non à la direction syndicale " incapable de jouer son rôle " - elle n'a pas pu encadrer la classe ouvrière lors des grèves de mai-juillet - qu'il appartient d'organiser le Congrès de l' UGTA . Et c'est pourquoi à l'origine du bon Congrès de l' UGTA, il y a la désignation d'un bon colonel pour réorganiser et diriger le FLN.

Boumediene, qui est à la fois le pouvoir et son opposition - c'est cela la synthèse dialectique ! - désigne le travailleur colonel Yahiaoui à la tête du FLN, lequel convoque les travailleurs commissaires nationaux du FLN, lesquels mettent en place une commission nationale des candidatures, puis des commissions de wilaya avec wali, colonel, chef de la police, de la sûreté nationale ... qui choisiront les délégués.

C'est cela l'organisation pyramidale du pouvoir. Tout commence par les décisions de Boumediene. Tout doit finir par des acclamations à Boumediene.

2 - Puisque l' UGTA est une organisation nationale, c'est la Charte et les discours de Boumediene qui doivent constituer sa plate forme. Donc inutile de publier un document d'orientation générale, un rapport moral, des rapports des commissions, ceux des Congrès régionaux ou des syndicats des différentes branches professionnelles: dockers, cheminots, FTEC ...

Sans doute cela constitue une violation des statuts de l' UGTA, mais pourquoi gaspiller du papier et du temps ?

3 - Les débats ne se dérouleront pas au siège du syndicat mais dans les entreprises. Et c'est là la dernière astuce : organiser les A.G. pour l'élection aux organes corporatistes de la GSE en même temps que les A.G. syndicales. Et cela pour mieux semer la confusion, pour bien souligner que la bataille de la production et la défense des intérêts des travailleurs, c'est la même chose, le renforcement de la durée du travail et l'augmentation des cadences, - c'est le renforcement de la lutte contre l'impérialisme et pour le socialisme, qu'entre le PDG, le colonel, le wali et le travailleur, il n'y qu'une simple division des tâches ...

Ainsi se définit la stratégie de l'étranglement de l' UGTA camouflée par le vacarme fait sur la démocratie, le socialisme et la défense du peuple palestinien.

#### IV - BOUMEDIENE - YAHIAOUI POURRONT-ILS LIQUIDER L'UGTA ?

Après son putsch, Boumediene a pu dissoudre l' UNEA et la JFLN et créer une UNJA à sa botte. Il a pu organiser de bons Congrès syndicaux en 1969 et en 1973, mais il n'est pas parvenu à dissoudre l' UGTA et à le remplacer par une organisation du genre UNPA.

Mais aujourd'hui, où la question centrale n'est pas seulement la tenue d'un bon Congrès, mais celle de l'intégration définitive de l'UGTA dans la GSE, la question ne doit plus se limiter à la tactique et aux astuces à employer pour écarter les militants et faire passer la ligne du Zaïm. La question doit se poser ainsi: le pouvoir bourgeois a-t-il les moyens d'infliger une défaite décisive à la classe ouvrière algérienne, dont le résultat serait la liquidation du syndicat qui malgré la politique bourgeoise de ses dirigeants reste le cadre de la mobilisation des travailleurs contre la bourgeoisie et son Etat?

La démonstration a été faite en mai-juillet, qu'une bonne Charte, une bonne APN, des bonnes ATE et ATU ne suffisaient pas pour faire passer la bataille de la production du FMI. Et un autre bon Congrès ne changerait rien, à moins de s'appuyer sur les résolutions de ce bon congrès pour liquider le syndicat, par une épreuve sanglante.

C'est donc la question du rapport de forces entre les classes qui est posée. Son appréciation ne peut s'effectuer dans le seul cadre national, car la bataille qui se déroule autour du Congrès de l'UGTA n'est que le combat que mène le prolétariat algérien, partie composante du prolétariat mondial contre le pouvoir bourgeois algérien étayé par la bourgeoisie mondiale et les forces contre révolutionnaires. Or nous l'avons dit, à l'échelle mondiale, c'est le prolétariat avec sa composante algérienne qui garde l'initiative, d'où l'acharnement du pouvoir et du PAGES à enfermer le prolétariat dans le cadre national ou celui de la "Nation Arabe" pour l'empêcher à tout prix de faire le lien avec le prolétariat international et en particulier celui d'Europe.

Boumediene sait qu'une défaite des institutions gaullistes de la Ve République et la constitution d'un gouvernement PCF-PS affaiblirait considérablement son Etat né des Accords d'Evian et étayé par l'Etat gaulliste. C'est de là que vient sa considération pour Bitterlin, chef des barbouzes anti-OAS, Terrenoire et Charbonnel ministres gaullistes.

Boumediene sait que le gouvernement PC-PS donnerait une impulsion formidable aux luttes du prolétariat français dont les 800.000 immigrés algériens sont partie constitutive et lui interdira de remporter une victoire décisive, quels que soient les points qu'il marquera contre l'UGTA.

Cela dit, voyons les autres éléments de la question.

#### 1 / La fallite économique -

a) la dévaluation massive du dollar (prix des hydrocarbures . 95% des exportations), la réévaluation du mark, (achat des équipements algériens), l'attribution des crédits du FMI. Banque Mondiale ... en dollars dévalués, ont réduit considérablement la trésorerie algérienne, qui ne peut même plus compter sur une indexation des prix des hydrocarbures, gelés par les deux souverains de l'OPEP, Khaled d'Arabie et le shah d'Iran.

Cela veut dire que Boumediene ne pourra même pas réaliser son budget d'austérité et de gagner, même peu, sa bataille de la production, parce que l'argent lui manquera pour acheter le matériel et les pièces de rechange. En effet comment peut-on appliquer un plan quelconque quand la dépendance envers le marché mondial et l'impérialisme est si grande? Et à quoi peut prétendre la loi sur le monopole du commerce extérieur quand c'est l'impérialisme qui a le monopole sur les exportations et les équivalents ... et de plus en plus l'alimentation (cf. note).

b) les charges de la guerre du Sahara s'alourdissent. La fourniture d'armes sophistiquées au Maroc, payées par Khaled, la couverture aérienne du Maroc. Mauritanie fournie par la France imposent de lourds achats d'armes à l'URSS qui se fait payer cash en dollars. De là, la gymnastique du Zaïm pour soutirer des dollars à Khadafi.

## 2 / La faillite politique .

a ) L'isolement diplomatique.

..La question de la RASD. C'est devenu le cauchemar de Boumediene.

- Tito, Carter et Brejnev... sont intervenus pour faire libérer les otages du Polisario sans contre partie.
- Les jaguars français mitraillent les colonnes du Polisario et ni Brejnev , ni la Ligue Arabe , ni l' OUA, ni l' ONU ne bronchent .
- Le prochain Congrès de l' OUA sur le Sahara se tiendra quand les éléphants voleront.
- La destabilisation du régime d'ould Daddah a fait long feu. Khaled paie tout.
- Boumediene lors de ses pérégrinations au Machreck n'a rien obtenu sur la RASD ni de la Syrie, ni de l' Irak, ni de Arafat.

Et il a été contraint pour ne pas perdre le soutien du PSOE et du PCE d'interdire la radio du MPAIC, ce qui en dit long sur l'attachement de Boumediene au principe du droit des peuples à disposer d'eux mêmes.

C'est ce constat d'échec que Boumediene est venu tirer à Oran ( cf. note ).

.. La question du Proche Orient .

C'est en apparence un grand succès pour Boumediene qui a brisé son isolement mais pour quels résultats concrets?

Le chantage que Boumediene a cherché à exercer sur Khaled ( cf. l'article de Mousleh Ali appuyant dans Afrique Asie du 26 / 12, une branche de la famille Saoudite opposée au prince FAHD, soutien de Sadate, a tourné court . C'est un FAHD glacial qui a reçu Boumediene pour lui annoncer que non seulement il interviendrait pour que Carter livre des armes sophistiquées au Maroc, mais qu'une nouvelle commande serait passée à la France et qui lui paierait tout.

Les palabres de Tripoli et d' Alger, ne peuvent aboutir à un front de combat que sur le papier. C'est l' URSS qui équipe les armées de Lybie- Algérie - Syrie - Irak. Or l' URSS est pour la reconnaissance de l' Etat d' Israel. Dans ces conditions le front de la fermeté ne menera pas très loin.

C'est dans ces conditions générales, et alors que l'appareil d' Etat ne cesse de se décomposer, que Boumediene va devoir engager une lutte contre la classe ouvrière algérienne, fortifiée par sa victoire de Fougeroux.

### - V -- LA CLASSE OUVRIERE : DE LA RESISTANCE A LA RIPOSTE.

La résistance de la classe ouvrière s'appuie sur l'expérience et les acquis des luttes menées depuis l'indépendance et en particulier depuis 1972.

Le débat truqué sur la Charte se déterminant par la répression ( ATn Beïda) la parodie des élections pour les pseudo institutions démocratiques, l'application de la GSE qui s'est traduite par le renforcement de l'exploitation capitaliste et enfin la prise de tous les pouvoirs par Boumediene ne laissent plus d'illusions sur la nature de ce régime et sur son dirigeant.

Depuis mai-juillet un tournant s'est opéré dans la conscience des masses et en particulier dans la classe ouvrière. Et cela explique pourquoi les manoeuvres de Boumediene n'aboutissent pas. Ainsi :

a ) la campagne lancée par " El Moudjahid " pour " l'application des orientations présidentielles " a avorté. Avec tristesse " Algérie-Actualités " du 5 au 11 /1/78 constate :

" qu'au fil des semaines, des mois de novembre et décembre, les actions entreprises semblaient se délayer, les décisions établies semblaient être classées et les engagements fermes paraissaient vaciller .

" A telle enseigne que les observateurs de cette vaste activité dynamique se posent des questions : où en sommes nous, qu'en est-il ? " .

Mais comment expliquer cette " baisse notable d'énergie chez ces responsables " ( El Moudjahid 25 / 12 ) sinon par cette désagrégation de l'appareil d' Etat à tous les niveaux, produit de la résistance des masses à l'application de la bataille de la production ?

b ) l'échec du volontariat. Il est si patent que le pouvoir préfère recourir au stimulant matériel pour augmenter la production, ruinant par là même toute la propagande sur la conscience révolutionnaire, la participation consciente ... qui sont à la base même de la GSE.

c ) la riposte des travailleurs. Elle se fait dans la production où les travailleurs combattent pour l'amélioration de leur niveau de vie, le logement, les salaires ... et au niveau de la bataille pour le Congrès.

- Dans les A.G. truquées , ils ont refusé d'accepter de discuter sur la base des directives de Yahiaoui et exigé le texte du rapport moral de la C.E. de l' UGTA dans l'organe syndical " Révolution et travail " .
- Dans chacune des branches professionnelles : dockers, mineurs, cheminots, RSTA ... , les travailleurs discutent et élaborent leurs cahiers de revendications, brisant ainsi le cadre de l'entreprise et la confusion ATE-Syndicat .
- Les travailleurs exigent que les réunions se tiennent au siège de l' UGTA et non pas à la Préfecture , à l'entreprise ou au siège du FLN.

Ainsi nous assistons à une vaste remise en question du cadre posé par le pouvoir et à une profonde mobilisation des travailleurs sur leur terrain de classe.

d ) la grève générale de l' UGTT et la répression sanglante du 26 janvier introduisent un élément nouveau dans la discussion autour de ce Congrès.

Les travailleurs ont compris que la répression est intervenue à un moment précis: celui où Achour et les dirigeants de l' UGTT ont abandonné leurs fonctions au BP du PSD, c'est à dire à un moment où l' UGTT devenait indépendante du Parti unique et de l' Etat. C'est parce qu'un syndicat indépendant est intolérable pour un Etat bourgeois en Tunisie comme en Algérie que Bourguiba a tiré et que Boumediene tirera demain s'il ne parvient pas à détruire en douceur l' UGTA.

Les travailleurs constatent que Boumediene a rendu visite à Bourguiba à son retour de Moscou, quelques jours avant la répression, que ni lui ni le FLN n'ont condamné , à l'inverse de l' UGTA qui en soutenant l' UGTT a exprimé clairement sa solidarité de classe et cela va peser d'un poids très lourd. Par cet acte en effet l' UGTA s'est placé dans le camp du mouvement ouvrier français et international qui soutiennent l' UGTT, exigent le respect de son indépendance et la libération de tous les emprisonnés. Par son silence, Boumediene s'est démasqué .

Est-ce à dire que Bourguiba a remporté une victoire décisive? Sûrement pas.  
Et cela Boumediene devrait le comprendre.

- VI -- POUR UN CONGRES EXTRAORDINAIRE ET DEMOCRATIQUE DE L'UGTA.

" Tribune Algérienne" combat pour l'indépendance de l' UGTA et dit :

La Charte, les discours de Boumediene , les directives de Yahiaoui, ce sont les orientations du pouvoir bourgeois.

La bataille de la production, c'est celle du FMI.

La GSE, c'est le carcan posé au cou des travailleurs pour renforcer l'exploitation capitaliste.

La plate forme des travailleurs porte sur :

- l'amélioration massive des salaires,
- l'amélioration des conditions de travail. A bas les cadences infernales !
- la diminution de la durée du travail. Semaine de 40 heures !
- des conditions de vie normales : transports, logement, droit aux loisirs, à la santé ...
- l'exercice de toutes les libertés démocratiques : droit de grève, de réunion, de presse, d'opinion, d'organisation...
- le droit au retour pour les immigrés .
- la liberté pour tous les militants, tous les courants et tendances de s'exprimer dans une presse syndicale libre, dirigée par les seuls syndiqués élus à bulletin secret.
- la préparation de Congrès locaux, régionaux, par branches sans wali et policier, sans FLN et au siège de l' UGTA.
- Congrès démocratique des seuls délégués, Congrès extraordinaire pour marquer la rupture avec les Congrès précédents et constituer une UGTA indépendante.

Gagner la bataille actuellement en cours, empêcher en se tenant fermement sur les positions de classe que l' UGTA soit liquidée, c' est gagner des positions, pour préparer la mobilisation générale derrière la classe ouvrière des fellahs, jeunes, des chômeurs et des femmes travailleuses ou privées d'emploi pour en finir avec la régime militaro policier, pour en finir avec la bourgeoisie .

30 janvier 1978 .

17

T U N I S I E : LA FIN SANGLANTE DU BOURGUIBISME

---

Les travailleurs et la jeunesse Algérienne suivent avec passion la situation politique en Tunisie.

Comment en effet ne pas se sentir concernés par la répression sanglante employée par Bourguiba-Nouira contre l'U.G.T.T. et la jeunesse ?

Comment ne pas sentir que la Tunisie avec ses hommes forts FARHAT-SAYAH-BEN ALI, son parti unique, son Président qui détient tous les pouvoirs (législatif, exécutif et constitutionnel) sa Constitution autoritaire et l'absence des libertés démocratiques..., C'est l'Algérie avec ses Colonels BOUMEDIENNE-YAHIAOUI-ABDELGHANI ....

Comment ne pas voir que le combat de la classe ouvrière tunisienne pour les libertés démocratiques, la semaine des 40 heures, l'augmentation des salaires, l'indépendance de l'U.G.T.T. envers le parti unique et le pouvoir ... C'est celui de la classe ouvrière algérienne pour les libertés démocratiques (droit de grève, de réunion, d'expression, d'association...), la diminution de la durée du travail, l'augmentation du pouvoir d'achat, l'indépendance de l'U.G.T.A. envers le F.L.N., les walis et les colonels, qui imposent leur cadre, leurs directives, les hommes et se préparent à intégrer le syndicat dans la G.S.E. caporatiste.

Comment ne pas saisir l'importance de l'action menée par la C.I.S.L. et le mouvement ouvrier international pour la fin de l'état de siège, la libération des syndicalistes emprisonnés et le respect de l'indépendance de l'U.G.T.T., car elle établit que la classe ouvrière tunisienne, tout comme la classe ouvrière algérienne, sont parties composantes de la classe ouvrière internationale. Leurs alliés : les partis ouvriers et les syndicats. Leurs ennemis : la bourgeoisie mondiale, les régimes attachés au maintien du statu quo, les dirigeants de la "Nation Arabe" : les émirs, rois et dictateurs (Boumédiène - Khadafi - Assad ... qui n'ont pas condamné le "Jeudi noir" et Bourguiba).

Cette action du mouvement ouvrier pour la défense de l'U.G.T.T. et les initiatives prises aujourd'hui, ce seront celles qui seront prises demain, pour la défense de l'U.G.T.A., si les Colonels Boumédiène - Yahiaoui persistaient dans leur intention de dissoudre l'U.G.T.A. dans la G.S.E. réactionnaire.

Parce que les événements de Tunisie ont une incidence directe sur la situation politique en Algérie et en particulier sur le 5ème Congrès de l'U.G.T.A., Tribune Algérienne publie trois articles écrits du 20/1 au 8/2, la déclaration adoptée à Nantes par les unions locales C.G.T., C.G.T.-F.O et C.F.D.T., avec l'Union Générale des Etudiants Tunisiens (UGET - CSE) et le Comité d'initiative pour la défense des victimes de la répression en Tunisie de Loire Atlantique. Enfin un article démasquant la politique de Boumédiène, ami fidèle de Bourguiba, le boucher.

.../

OFFENSIVE OUVRIERE  
ET AGONIE DU " BOURGUIBISME "

Au cours des derniers mois de 1977, la classe ouvrière tunisienne a déclenché une série de luttes de masses qui ont fait éclater au grand jour la faiblesse du régime bourguibiste. Le 23 décembre, le ministre de l'intérieur Belhodja était limogé. Le 25, cinq ministres, refusant cette éviction, démissionnaient. Le gouvernement Nouira éclatait, ouvrant une crise politique qui, pour la première fois, met en cause l'existence même du régime.

D'abord, un bref retour en arrière. En 1969, Bourguiba met un terme à une expérience qu'il avait lui-même inspirée : "le socialisme destourien" de Ben Salah. Cet ancien secrétaire général du syndicat (U.G.T.T.), devenu responsable de l'économie, puis du gouvernement en 1962, avait cherché à développer un secteur étatique moderne, mais sans toucher à la propriété privée des moyens de production. Le financement de son "socialisme" : l'aide des banques mondiales et une énorme ponction fiscale.

Les quelques usines implantées à grand frais ne furent jamais rentables et ne servirent pas de pôles de développement industriel. Quant à la "Réforme agraire", ce fut le regroupement d'autorité de toute la propriété (moins de 20 hectares) autour des fermes des gros colons pour constituer des Unités coopératives de production (UCP), dirigées par des présidents désignés par le pouvoir.

Le résultat : un endettement massif, une industrie déficitaire que les banques ne veulent plus financer, la ruine des campagnes, l'exode rural, le chômage, la misère... dont Ben Salah est rendu responsable.

Après son arrivée au pouvoir, son successeur Nouira démantèle les coopératives, renforce le Code des investissements du 26 mars 1969 par des lois qui font de la Tunisie un "paradis fiscal", et engage la Tunisie dans la voie de la sous-traitance internationale.

"Le succès de notre politique d'investissement, disait Tijani Chelly, patron de l'économie, ne vient pas seulement des avantages fiscaux accordés aux investisseurs étrangers. Il vient (...) surtout de la main-d'oeuvre abondante et des salaires modérés."

L'exploitation est forcenée : semaine de 72 heures, salaires dérisoires, utilisation massive de la main-d'oeuvre enfantine et féminine... mais aussi renforcement de la répression car, dès 1971, la lutte des classes se développe avec violence à l'université, dans les usines, dans les campagnes, faisant de l'organisation étudiante (l'U.G.E.T.), et surtout de l'U.G.T.T., le cadre du regroupement et de la lutte pour la défense des revendications. Ceci malgré la trahison de Achour, patron de la bureaucratie syndicale inféodée au pouvoir.

A partir de 1972, les grèves se multiplient. L'UGTT se renforce et devient une organisation de masse. Dans certains secteurs, chemins de fer, mines, le taux de syndicalisation frôle les 100 %.

.../

La loi anti-grève de décembre 1973 se révèle inefficace et le mouvement s'amplifie, nourrissant les luttes à l'université et le combat pour les libertés démocratiques.

Au sein même de l'UGTT, l'appareil ne parvient plus à jouer son rôle de gendarme. Ainsi, en janvier 1977, Achour signe un "pacte social" avec Nouira, Amar pour le patronat (UTICA), et Ghedira (gros propriétaires fonciers). Les salaires étaient majorés de 33 %, mais bloqués pour cinq ans et Achour s'engageait à accroître la productivité. Cependant, au sein même du congrès de l'UGTT pourtant soigneusement "préparé" par la bureaucratie, une pétition dénonçant le pacte social recueille 600 signatures.

Le 10 octobre 1977, la grève sauvage du textile (Comitex) de Ksar Ellal, qui se termine par un affrontement général de toute la population avec la police, puis avec l'armée, venues chasser les grévistes qui occupaient les locaux, ouvre une période qui est à l'origine de la crise actuelle.

Le 19 octobre, les ouvriers de Menzel Bourguiba en grève s'accrochent avec la police. La pression des militants est telle que la direction de l'UGTT demande la libération des grévistes arrêtés.

Le 3 novembre, pour la première fois depuis l'Indépendance, les mineurs du phosphate, approuvés par l'UGTT, déclenchent une grève générale pour les revendications.

L'annonce d'un attentat contre Achour va provoquer une mobilisation de toute l'UGTT qui déclenche une série de grèves suivies d'affrontements violents avec la police.

Le débat qui s'engage le 10 décembre à l'Assemblée nationale - où tous les députés sont membres du parti unique, le PSD - est orageux.

Le ministre de l'Intérieur, qui n'a pas les moyens de casser la grève, se prononce pour "le dialogue". Mais Nouira, estimant que l'heure est à la répression, dénonce l'UGTT et se prononce pour "un Etat fort".

Loin d'être intimidée, la Fédération générale des ouvriers du sous-sol annonce une grève générale de 3 jours pour le 26 décembre. Aussitôt, le gouvernement "musclé" capitule, lâchant une partie des revendications, et charge Achour de faire reprendre le travail.

Le 30 décembre, Nouira capitule de même devant le syndicat des cheminots.

C'est bien d'une crise ouverte du bourguibisme qu'il s'agit.

Une question centrale domine désormais la situation : celle de la capacité de la classe ouvrière d'y intervenir de façon indépendante, entraînant les paysans pauvres et la petite bourgeoisie des villes.

En imposant la démission de Achour et d'autres dirigeants syndicaux de leurs fonctions au sein des organes dirigeants du parti unique, les militants de l'UGTT ont commencé à formuler une réponse. Dans une récente conférence de la centrale syndicale, on a été plus loin encore : plusieurs centaines de délégués ont exigé la rupture de tout lien entre l'UGTT et le parti de Bourguiba. L'enjeu central de la phase actuelle de la lutte des classes en Tunisie est ainsi clairement défini.

## APRES LE " JEUDI NOIR "

Depuis 1975, et plus particulièrement depuis Ksar ellal, la classe ouvrière tunisienne a entamé une profonde mobilisation qui a mis à l'ordre du jour l'affrontement révolutionnaire avec le régime bonapartiste de Bourguiba. Réforme agraire, l'indépendance de classe de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), libertés démocratiques, rupture de tout lien de dépendance vis-à-vis de l'impérialisme : ces revendications alimentent un processus qui conduit à la révolution prolétarienne.

Pour tenter de stopper ce mouvement, il fallait casser l'UGTT qui représentait le canal de la mobilisation des masses.

Après le congrès de l'UGTT de mars 1977, dans lequel 600 délégués dénonçaient le "Pacte social" signé par le secrétaire général Achour avec le gouvernement Nouira, la classe ouvrière est intervenue pour briser cet accord.

Le mouvement a été si puissant que, pour garder le contrôle de l'appareil syndical, Achour a dû céder aux exigences des syndiqués et de leurs délégués : ce sont eux qui ont imposé la démission des dirigeants syndicaux des organismes dirigeants du Néo-Destour de Bourguiba ; ce sont eux qui ont exigé la rupture de tout lien entre l'UGTT et le parti unique ce sont eux encore qui, le 21 janvier, au meeting de Tunis, ont exigé la grève générale pour riposter aux attaques contre les locaux de l'UGTT et aux arrestations effectuées par la police et les milices destouriennes.

Ni "émeutes", ni "guet-apens", ni "expulsion de colère", la grève générale du 26 janvier a manifesté le très haut niveau atteint par la classe ouvrière tunisienne dans son combat contre la bourgeoisie. Le gouvernement de guerre civile mis en place en décembre 1977 y a répondu par le développement de la répression dès avant le "jeudi noir" du 26 janvier et en noyant la grève générale dans le sang.

Il faut aujourd'hui organiser la solidarité à l'égard des travailleurs tunisiens et de leur organisation syndicale.

Mais il est également nécessaire d'ouvrir la discussion sur le programme politique, sur les mots d'ordre qui peuvent permettre à la classe ouvrière tunisienne de regrouper ses forces, de matérialiser son combat pour l'indépendance de classe de l'UGTT et sa défense, d'avancer ses propres perspectives politiques contre toutes les solutions qui visent à préserver les institutions bourguibistes en proposant, sous une forme ou sous une autre, l'union atonale avec les assassins.

6/2/78

.../

## DÉCLARATION COMMUNE

### A PROPOS DE LA SITUATION EN TUNISIE

---

La Tunisie vient brusquement de basculer dans une situation tragique et sanglante. Cette soudaine crise prend ses racines dans un état de sous-développement économique et social, triste bilan de 20 années de bourguibisme. L'aggravation de la crise actuelle s'inscrit dans la politique du pouvoir axée sur les privilèges accordés aux secteurs parasitaires tels la sous-traitance et le tourisme international, au détriment de l'industrie lourde et de l'agriculture.

Dans le domaine agricole, secteur qui fait vivre 60% de la population, la concentration des terres aux mains des grands propriétaires fonciers s'est accélérée : ainsi, 1,6% des exploitants possèdent aujourd'hui 1/3 des terres alors que 33% possèdent un autre tiers. Cette politique entraîne un exode rural massif vers les villes et l'étranger.

Dans le domaine industriel, produisant essentiellement pour l'exportation, la crise du capitalisme à l'échelle internationale a entraîné la fermeture d'usines, des licenciements.

Ainsi le chômage s'est accentué : il atteint 40% de la population active, soit à peu près 1 million 500 000 chômeurs.

Les conditions d'existence des masses populaires n'ont cessé de se détériorer : bas salaire, crise de logement, spéculation, inflation. Les denrées de première nécessité deviennent rares.

Le pouvoir veut faire payer la crise aux travailleurs ; ceux-ci s'y opposent de plus en plus en déclenchant des luttes actives et massives.

Ainsi les grèves se sont multipliées ces dernières années et ont gagné tous les secteurs de l'économie. Les chiffres suivants sont éloquentes :

- en 1973; on a constaté 215 grèves qui ont mobilisé 18014 travailleurs .
- en 1974 : 141 grèves mobilisant 38820 travailleurs.
- en 1975 : 377 grèves mobilisant 66861 travailleurs.
- en 1976 : 395 grèves mobilisant 93941 travailleurs.

L'année 1977 a été marquée par une série de grèves, dont les plus importantes:

- grève de 3 jours des 12000 mineurs de Gafa en novembre,
- grève au complexe sidérurgique de Menzel Bourguiba,
- grève des ouvriers de Sogitex à Ksar Hellal. Cette grève a été déclenchée le lundi 10 octobre pour protester contre les licenciements ( le nombre des ouvriers est passé de 1450 en 75 à 900 en 77 ) . Le 12 octobre, les forces de la répression BOP interviennent, utilisant les bombes lacrymogènes et les chiens ... La population de Ksar Hellal s'est mobilisée, scandant des mots d'ordre tels : " un colonialisme est parti, un autre est arrivé " . Le jeudi, une grève générale est observée dans la ville ( usines, cafés, commerces, écoles ) par solidarité avec les travailleurs de Sogitex. Les BOP ne pouvant plus briser le mouvement, le pouvoir fait intervenir l'armée et c'est la répression sanglante : l'hôpital de Monastir regorge de blessés. Il y aurait même des morts. Des centaines de personnes ont été arrêtées. Le mouvement de solidarité s'est étendu à d'autres villages : Lamfa, Sayada, Beunjer, etc . Un rassemblement a eu lieu à Moknine.

Ces événements montrent que le pouvoir s'était déjà engagé dans la répression sanglante des travailleurs et de leur famille.

Toutes ces luttes confirment la volonté des masses populaires à arracher leurs justes revendications :

- augmentation de salaires,
- respect des statuts dans les entreprises : conventions collectives,
- droit à la sécurité sociale,
- prime de panier,
- réduction de la semaine de travail qui est actuellement de 48 h.
- amélioration des conditions de logement ( électricité, conduction d'eau ).

Ces revendications sont jugées inacceptables par le pouvoir anti-populaire. Ce dernier développe au contraire un appareil répressif à l'encontre des syndicalistes et de la classe ouvrière :

- en 1976, 11 syndicalistes des mines de Djerissa, sont condamnés à de lourdes peines de prison, sous le prétexte fallacieux d'avoir voulu faire " sauter les mines " .
- 68 paysans de Bir Mcherga, sont condamnés à de très lourdes peines : de 3 ans de prison à 5 ans de travaux forcés.

Les licenciements de syndicalistes se multiplient. Le parti " socialiste " destourien au pouvoir essaie d'installer des cellules professionnelles dans les usines pour contrecarrer le travail syndical et monter les travailleurs contre leurs syndicats. Le P<sup>SS</sup>D organise et arme des milices ( 2000 à 3000 ) . Et une nouvelle étape est franchie dans la répression :

--- les organes de presse officielle déclenchent une campagne contre l' UGTT et les syndicalistes, les bureaux de l' UGTT : Kairouan, Sousse, Gafsa , Sfax ... Les menaces de mort contre les syndicalistes se multiplient. Un climat de terreur règne en Tunisie.

Face à cette situation l' UGTT convoque son conseil national les 8, 9, 10 janvier, et vote à l'unanimité une motion dont les principaux points sont :

- condamnation de la politique de dépendance vis à vis du capitalisme international ,
- condamnation de la politique anti-populaire du pouvoir,
- demande de satisfaction des revendications matérielles,
- respect des libertés démocratiques et notamment syndicales,
- libération des syndicalistes et des prisonniers politiques,
- pour un syndicat libre, démocratique, représentatif et indépendant de tout parti .

Le conseil national demande également à certains membres de la direction, notamment au secrétaire général Achour, de démissionner du bureau politique du P<sup>SS</sup>D, ce qu'il fera sur le champ. Il est à signaler que les démissions du P<sup>SS</sup>D , de syndicalistes se sont multipliées depuis un an.

Ainsi les travailleurs prennent conscience que leurs intérêts sont incompatibles avec ceux du pouvoir destourien.

Le principe d'une grève générale ( la première depuis l'indépendance ) est également adopté au cours de ce conseil.

Le pouvoir continue sa fuite en avant : les attaques et les provocations contre les travailleurs et l' UGTT s'intensifient. Un dirigeant syndicaliste est arrêté à Sfax: motif : diffamation contre le parlement au cours du conseil national ( propos tenu en privé et révélé par le vol d'un document : le procès verbal du conseil national de l' UGTT ) .

Face à cette situation l'UGTT, forte de 500000 adhérents appelle à une grève d'avertissement pour le 26 janvier. Déjà le 24, 25 janvier, des provocateurs (payés 100 F) à la solde de la police, créent des incidents. Le siège de la centrale à Tunis est encerclé, les dirigeants de l'UGTT sont bloqués, 68 syndicalistes sont arrêtés.

Le pouvoir franchit alors une nouvelle étape dans la répression.

Le 26 janvier, les forces de l'ordre empêchent les manifestants de défiler. Les provocations se multiplient. Un jeune est abattu par un policier. Selon le témoignage d'une jeune dame, son oncle commerçant a été abattu dans son magasin par un policier en civil également.

L'après-midi, l'état d'urgence et le couvre-feu sont décrétés dans tout le pays pendant un mois.

Tout rassemblement de plus de trois est interdit.

Tout gréviste est passible de 2 ans de prison avec une amende.

L'armée prend position dans les rues de Tunis et ses banlieues.

Interventions des chars dans les zones industrielles.

L'armée a le droit de tirer sur toute personne qui ne se conforme pas à ses ordres.

Les dernières informations font état de 250 morts à Tunis, 1 millier de blessés, 1 millier d'arrestations.

Tous les syndicalistes qui ont participé au conseil national sont arrêtés. A Gafsa, Gabès, Kairouan, des victimes sont tombées. Les corps des victimes ne sont pas encore remis à leur famille. Le lundi 30, 50 familles se sont rassemblées devant l'hôpital Charles Nicole pour réclamer les corps de leurs parents.

Le démantèlement de la centrale est amorcé. Le siège de la centrale à Tunis est fermé. Le journal de l'UGTT Echaab, est interdit.

Les dirigeants de la centrale syndicale, accusés d'avoir monté un complot pour renverser le régime sont en prison. Ils sont passibles de la peine de mort. Le responsable des syndicats des mines de Gafsa aurait été assassiné.

Les tribunaux commencent à fonctionner dans tout le pays. 70 syndicalistes ont été condamnés le 30 janvier 1978 à des peines allant de trois mois à deux ans de prison ferme.

Le pouvoir destourien de plus en plus isolé, cherche aujourd'hui à éliminer tous les syndicalistes et à vider la centrale de tous ses militants conséquents. Il vise à faire de l'UGTT une simple courroie de transmission des directives du P"SD et de l'état.

Face à cette situation, les organisations : UGET (CSP), CIDVRT, C.G.T., C.F.D.T., C.G.T./F.O., dénoncent la répression qui s'abat sur les syndicalistes, les travailleurs et le peuple tunisien, appuient la juste lutte des masses populaires pour :

- un syndicat libre, démocratique, représentatif et indépendant de tout parti,

exigent :

- la levée de l'état d'urgence,
- le respect des libertés démocratiques,
- la libération des syndicalistes et des prisonniers politiques.

NANTES, le 2 février 78n

UGET (CSP)  
CIDVRT  
C.G.T.  
C.F.D.T.  
C.G.T. / F.O.

## RAVALER LE REGIME OU OUVRIR LA VOIE A SA DESTRUCTION

---

La grève des étudiants tunisiens, grève de solidarité avec la classe ouvrière tunisienne frappée par la répression, la résistance à la base à l'entreprise de "caporalisation" de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) lancée par le gouvernement Nouira, tout cela atteste que la normalisation tentée par le régime Bourguiba au lendemain du "jeudi noir" du 26 janvier dernier se heurte à de sérieux obstacles.

La grève générale, les événements qui l'ont précédée et suivie, ont mis en évidence la crise du régime bonapartiste de Bourguiba. Le fait que de tous côtés, on voie à son secours, comme l'ont fait Kaddafi et Boumédiène, atteste sa fragilité, l'étroitesse des bases sur lesquelles il repose désormais.

Le sort du régime est en cause, et c'est cela qui ordonne toutes les manoeuvres politiques.

Une première question se pose : s'agit-il de proposer une "réforme" de la Constitution bourguibiste, ou de lutter pour son abrogation et la destruction des institutions actuelles ?

Depuis 1975, tous les anciens ministres qui se sont transformés en chefs des partis de l'opposition redoutent que l'après-bourguibisme n'entraîne un effondrement des institutions. D'où l'acharnement qu'ils mettent à soutenir la Constitution.

C'est Mestiri, leader des "sociaux-démocrates", qui, dans "un pacte national" proposé à Bourguiba en octobre 1977, écrivait que "les libertés fondamentales ont été définies par la Constitution et sont l'essence même des lois qui en garantissent l'exercice".

C'est le MUP (Mouvement de l'unité populaire) de Ben Salah, qui, dans "un programme en cinq points", réclame la formation d'un "gouvernement provisoire de solidarité nationale et populaire", chargé de rédiger une charte des droits démocratiques et un projet de Constitution qui serait ensuite soumis à référendum. Perspective qui s'oppose directement à celle d'une Assemblée constituante souveraine permettant au peuple de prendre les choses en main.

C'est encore le cas du Parti communiste tunisien (PCT), allié à Ben Salah, et de Masmoudi...

Aujourd'hui, tous s'accordent pour dire qu'il s'est agi, le 26 janvier d'une "révolte populaire", d'une explosion profonde des classes exploitées. Ils constatent tous que l'emploi de la répression signifie que la base sociale du régime est étroite, que les institutions sont menacées. Ils réclament tous la levée de l'état d'urgence, la fin de la répression, la libération d'Achour, dirigeant de l'UGTT, en ne voyant dans la violence organisée par le régime que des actes "contraires à la Constitution".

Ainsi, dans un appel à un meeting organisé à Paris le 3 février, le MUP et le PCT exigent "le respect de toutes les libertés CONSTITUTIONNELLES".

.../

C'est l'opinion générale des bourgeois qu'exprime Ben Yammed dans Jeune Afrique du 8 février, quand il écrit : "Il faudrait et il suffirait que s'unissent et unissent leurs efforts ceux qui, dans le gouvernement ou dans l'opposition, mettent au-dessus de tout :

- la paix civile, l'existence de l'Etat et continuité institutionnelle ;
- le progrès économique et la justice sociale ;
- l'indépendance nationale..."

La clarification est ainsi faite. D'un côté, il y a ceux qui veulent maintenir, en les réformant, la Constitution et les institutions du bourguibisme.

De l'autre, la classe ouvrière, entraînant dans son combat les étudiants, les paysans pauvres, les chômeurs, les jeunes, qui veulent détruire ces institutions et abroger cette Constitution.

La ligne de classe est bien tracée. Depuis le 26 janvier, c'est une ligne de sang.

Le 26 janvier, l'équipe Bourguiba-Nouira a fait arrêter des dizaines de cadres syndicaux parmi les plus actifs, et dix membres (sur douze) du bureau exécutif de l'UGTT. Mais il ne suffit pas de placer à la tête de l'UGTT des bureaucrates dociles, et de tenir un pseudo-congrès extraordinaire pour normaliser l'UGTT et revenir à la situation qui prévalait, début 1977, lors de la signature du "pacte social".

Il reste que ces mesures montrent bien que le pouvoir sait où réside le danger : l'indépendance de classe de l'UGTT. Et il mettra tout en oeuvre pour subordonner étroitement le syndicat au PSD - parti unique - et à l'Etat.

Mais ces mesures ne peuvent en aucune façon aboutir, car si la classe ouvrière tunisienne a reçu des coups, elle n'a pas subi de défaite décisive.

Si Nouira a pu frapper, c'est parce que la direction de l'UGTT et Achour, non seulement n'avaient pas l'intention de mobiliser les travailleurs contre l'Etat, mais faisant de cette grève un moyen de pression sur Nouira pour l'amener à former un gouvernement d'unité nationale (Nouira - Belhodja - Mestri - Ben Salah - PCT) que l'UGTT aurait soutenu.

Il apparaît d'ores et déjà, avec la grève de l'université, que les rapports entre les classes n'ont pas été inversés en Tunisie et que la classe ouvrière, forte de ses combats antérieurs et de l'expérience acquise depuis 1972, reprendra la lutte pour ses revendications avec les méthodes de la lutte des classes.

#### POUR UN CONGRES DEMOCRATIQUE EXTRAORDINAIRE DE L'UGTT.

Aujourd'hui, le mot d'ordre qui concentre l'expérience vécue par les travailleurs et permet la centralisation de leur combat est celui du congrès démocratique et extraordinaire de l'UGTT. Ce mot d'ordre s'oppose frontalement à la tenue du "Congrès" de la normalisation de l'UGTT. Ce mot d'ordre s'appuie sur la lutte :

- contre la répression, les emprisonnements et l'état de siège ;
- pour la libération de tous les militants ouvriers, la dissolution des milices destouriennes et des forces spéciales ;

.../

- pour les libertés démocratiques, et en particulier le droit à l'organisation pour tous les partis, la liberté de presse, la reconnaissance du droit de grève ;
- pour la satisfaction de toutes les revendications ;
- pour l'indépendance de l'UGTT envers le PSD et l'Etat, c'est-à-dire le droit pour les travailleurs d'avoir une presse syndicale libre, d'élire librement leurs délégués à tous les niveaux pour tenir le congrès démocratique - c'est-à-dire admettant dans sa préparation la démocratie ouvrière (droit pour tous militants et courants de s'exprimer dans la presse syndicale) - et extraordinaire de l'UGTT, qui serait le premier congrès du syndicat indépendant.

La lutte pour ce mot d'ordre ne peut se faire sans définir l'objectif de la destruction des institutions du bourguibisme ; sans ouvrir au combat indépendant de la classe ouvrière et des masses la perspective de l'Assemblée constituante souveraine, qui marquera la rupture avec le régime antérieur.

12/2/78.

## BOUMEDIENE ET LE " JEUDI NOIR "

Depuis septembre 1977, Boumediene accorde la plus grande importance à la Tunisie et ne manque aucune occasion pour soutenir le dictateur sénile de Tunis.

Au retour de son périple et quelques jours avant la répression, Boumédiene est venu à Tunis, croisant la mission militaire française dirigée par le général MERY, venue conseiller les dirigeants destouriens.

Pendant les massacres, aucune prise de position de Boumédiene - Yahiaoui - Bitat. La presse s'est bornée à reproduire les dépêches d'agences de presse, sans commentaires. Et aujourd'hui, on admet la normalisation de l'U.G.T.T.

Quand Boumédiene ne donne pas ses directives à El M., il convoque son plumeur Simon Malley qui sévit dans Afrique-Asie et lui dicte sa pensée, qui n'est donc pas "officielle" -

La répression du 26/1/ nous dit-il, c'est tout simplement un complot des forces impérialistes et sionistes pour affaiblir la Nation Arabe.

Ce n'est pas la répression d'un pouvoir bourgeois contre le syndicat et la classe ouvrière, c'est un complot prémédité depuis longtemps pour faire diversion au voyage de Sadate. Belle trouvaille !

Pourtant comme les choses ne se sont pas bien arrangées pour Bourguiba, Boumédiene a préféré ménager l'avenir en se ralliant au PC, qui préconise aujourd'hui l'union nationale de tous les partis et groupes qui veulent réformer et non pas détruire les institutions bourgeoises bourguibistes.

Afrique-Asie du 20 février écrit :

" Qu'il s'agisse du MJP et du PC - qu'ont publié un appel commun contre " la répression sanglante du pouvoir" et "avec le peuple tunisien, les travailleurs et leur organisation syndicale" - ou bien du parti du Baas arabe et socialiste de Tunisie (confirmant avec vigueur la ferme prise de position de sa direction nationale publiée à Bagdad dès le 28 janvier), de l'organisation des démocrates tunisiens Al Huriya, du groupe de la Révolution socialiste arabe (Trotskyiste)... la condamnation du complot sanglant ourdi par le pouvoir contre les travailleurs et leur organisation syndicale a été unanime. Et cela peut-être l'amorce d'une restructuration d'une opposition réduite à l'impuissance en raison de son excessive dispersion".

.../

C'est à partir de cette position qu'on peut comprendre l'intervention de Bénikous qui au nom de l'UGTA réclame la libération d'Achour et des syndicalistes emprisonnés. Certes, Bénikous n'est qu'un bureaucrate inféodé au pouvoir, mais cette position qui rejoint celle de la CISL est positive car elle se situe sur les positions de la solidarité ouvrière internationale.

Bénikous n'a bien sûr aucune envie de mobiliser le syndicat contre Bourguiba, mais à la veille du Congrès de l'UGTA, c'est une position qui va rendre encore plus difficile le projet d'intégration du syndicat dans la GSE réactionnaire.

APPEL DU COMITE PARISIEN D'INITIATIVE  
POUR LA LIBERATION IMMEDIATE DE TOUS LES  
MILITANTS SYNDICAUX ET POLITIQUES EN TUNISIE

Militants, travailleurs, étudiants, jeunes,

- . Nous nous sommes réunis à 50 et avons décidé de nous constituer en Comité d'Initiative parisien.
- . Pourquoi avoir constitué un tel Comité alors qu'existent sur toute la France de multiples Comités et Collectifs tunisiens qui, tous, chacun à leur manière, déclarent combattre pour cet objectif ?
- . Pour les uns, ce combat est conditionné par le "retour aux libertés démocratiques garanties par la Constitution".
- . Pour les autres, ce même combat ne doit être engagé que par les seuls "tunisiens".
- . Pour d'autres, enfin, il faut opérer un choix dans ces victimes de la répression destourienne.

Notre Comité d'Initiative déclare fermement : CES CONDITIONS SONT INADMISSIBLES, INACCEPTABLES.

Elles subordonnent le combat nécessaire, URGENT, pour la libération de TOUTES les victimes de la répression sans exclusive aux orientations politiques des organisations et des parti.

IL N'Y A PAS DE "BONNES" OU DE "MAUVAISES" VICTIMES DE LA REPRESSION, TOUS EN SONT VICTIMES CAR TOUS COMBATTAIENT A LEUR MANIERE CONTRE LE REGIME REACTIONNAIRE DE BOURGUIBA-NOUIRA

. Il n'y a pas de "retour (ou de rétablissement) aux libertés démocratiques garanties par la Constitution" car celles-ci n'ont jamais existé avant le "jeudi noir" ! Les libertés démocratiques élémentaires, ce sont les DROITS D'ORGANISATION (de toutes les organisations, de tous les partis), LE DROIT D'EXPRESSION (DE PRESSE), DE REUNION ... indépendants de l'Etat et du PSD !

. Notre Comité d'Initiative affirme que le combat pour :

- la libération de TOUS les emprisonnés
- l'indépendance de l'UGTT par rapport au pouvoir et au PSD
- les libertés démocratiques

NE SOUFFRE AUCUNE CONDITION, AUCUN PREALABLE, AUCUNE EXCLUSIVE

. Telles sont les raisons qui nous ont amenés à nous constituer en Comité d'Initiative parisien, combattant pour la constitution d'un COMITE NATIONAL qui s'adressera au mouvement ouvrier et démocratique français et international pour qu'il prenne en charge ce COMBA

Militants, travailleurs, étudiants, jeunes,

- . Constituez vos comités locaux, départementaux
- . Adhérez au Comité parisien d'Initiative
- . Combattez dans vos "comités" ou "collectifs" sur ces objectifs clairs.

UNITE SANS CONDITION NI PREALABLE CONTRE LA REACTION DESTOURIENNE, POUR LA LIBERATION DE TOUTES LES VICTIMES DE LA REPRESSION

- . Nous soutenons sans réserve toute démarche, toute action allant dans ce sens.
- . D'ores et déjà, nous soutenons et sommes partie prenante du meeting parisien qui se tient le 7 mars, à l'initiative de l'UNEF (Unité Syndicale), du M.A.S., du C.O.S.E.F., de la F.E.R.U.F. etc...
- . Nous combattons pour que toutes les organisations syndicales, politiques, démocratiques s'associent à ce meeting.

Lundi 20 février 1978

Adresse provisoire : 87 rue du Fg Saint-Denis 75010 Paris

PRINCIPES, AUTODETERMINATION  
ET BOUMEDIENNE (suite...)

----

Le Colonel Boumédienne, de retour du moyen-orient, a présidé à l'installation du nouveau commissaire national du F.L.N., pour la ville d'Oran. A cette occasion, il a déclaré :

"Le droit des peuples ne se perd pas avec le temps..."

Paroles profondes ne souffrant pas de discussion.

Mail il y a loin, de la coupe aux lèvres - Regardons-y de plus près.

- Il y a quatre ans, le Colonel Boumédienne joua un rôle majeur, pour faire aboutir un accord sur la question Kurde, entre l'Iran et l'Irak. Chacun se souviendra que le fond politique en a été sa conclusion pratique : de part et d'autre de la frontière saigner le peuple Kurde.

- En 1975, des militants de la branche de DAKAR du Front POLISARIO qui sont pour la libération du Sahara occidental et son rattachement au Maroc, furent emprisonnés à Alger puis massacrés dans le désert par l'A.N.P.

- Des milliers de militants marocains, opposés au régime, justement haï, du roi Hassan II, vivaient en Algérie depuis 1964. Ces militants ont cru longtemps au caractère anti-impérialiste du régime algérien. Mais, depuis, ils ont déchanté. Comment ne le seraient-ils pas, quand leur sort et situation en Algérie dépend de l'état des relations entre les régimes Algériens et Marocains. Combien ont-ils été reconduits à la frontière pour aller croupir dans les géoles de Casablanca et d'ailleurs au Maroc ? En conséquence de la rencontre de 1970, entre, Boumédienne, Ould' addah et Hassan II sur les richesses du Sahara ? Combien de prisonniers évadés des prisons du sanguinaire roi ont été remis par les autorités algériennes à la police et à l'armée marocaine ?

- Et en 1974, au temps, où le régime de Boumédienne marchait "mano-mano" avec le régime franquiste sur la question Sahara, combien de combattants du Front Polisario, lui-même, ont été arrêtés sur le territoire algérien en chemin de la Lybie vers le Sahara occidental ?

Aujourd'hui, il nous faut y ajouter un autre élément à ce dossier.

Le discours d'Oran, dont est extraite la citation ci-dessus, a été fait le 24 janvier. Et c'est très exactement le 25 janvier que s'est tu " La Voix des Canaries".

C'est là, le clin d'oeil, adressé à l'Espagne pour lui donner le signal du début de la liquidation du M.P.A.I.A.C. (Mouvement pour l'autodétermination et l'indépendance de l'archipel des Canaries). Cette thèse, vient se renforcer de ce que rapporte "le Monde". A savoir que

.../

cet arrêt des émissions de "la Voix des Canaries" avait été obtenu par les efforts conjoints de "l'opposition espagnole, hostile à l'indépendance..." et "... du gouvernement espagnol..." La dernière, en date, des pressions, sur le gouvernement algérien, avait été le rappel de l'ambassadeur espagnol, en place à Alger, juste avant Noël ! Sa famille continuant, elle, à résider à Alger. C'est dire l'insupportable pression, la terrible pression.

Non ! Boumédiène joue sur le dos des peuples pour ses seuls intérêts.

Je te donne. Tu me donnes.

Les Cortès votent, le PRINCIPE, de la Constitution d'une commission chargée d'enquêtes sur les conditions dont a été réalisé l'accord tripartite de Madrid en 1975. Et Boumédiène fait taire "la Voix des Canaries".

A quand la liquidation du Front Polisario ?

A quand la liquidation de l'organisation marocaine ILAL AMAN ?

" Le droit des peuples ne se perd pas avec le temps... "

La mémoire des peuples et celles des régimes est sélective mais en sens inverse.

(A suivre ...)

L'AFFAIRE LAÏD SEBAÏ NE DOIT PAS ETRE ENTERREE !

---

Les militants de "Tribune" ont engagé, après l'assassinat de Laïd Sebaï, une campagne pour faire prendre en charge, par le mouvement ouvrier en France, l'affaire Laïd Sebaï, afin qu'elle ne soit pas enterrée.

Nous publions, ci-dessus, un certain nombre de prise de positions qui nous sont parvenues. Signalons, en outre, qu'il nous ai parvenu une résolution de l'A.G.E.A., (Association Générale des Etudiants Algériens) dans laquelle, en particulier, elle affirme sa volonté de tout mettre en oeuvre afin que " les assassins de Laïd Sebaï soient chatiés...".

Résolution votée par le Congrès FEN (Paris) à l'unanimité, le 18 janvier 1978.

LAÏD SEBAÏ, travailleur algérien a été assassiné le 2 décembre 77 par les commandos Delta couverts et protégés par l'appareil d'Etat. La F.E.N. a immédiatement riposté. Elle a participé au meeting du 8 décembre à la bourse du travail, aux côtés d'autres organisations syndicales et politiques. Mais les assassins de Laïd Sebaï restent toujours impunis ; Pire, depuis l'assassinat de Laïd Sebaï - 72ème assassinat perpétré par les bandes fascistes et les nostalgiques de l'OAS contre des travailleurs algériens - les mêmes commandos Delta ont incendiés des foyers de travailleurs algériens. C'est dire qu'à l'approche d'un moment décisif de la situation politique en France, les bandes fascistes qui agissent au grand jour en toute impunité, tenteront de tout faire, pour faire des travailleurs immigrés, en particulier les travailleurs algériens, les boucs émissaires d'une situation économique, dont seul la bourgeoisie et son appareil d'Etat sont responsables.

Chacun a conscience ici qu'à travers l'assassinat des travailleurs immigrés, ce sont tous les travailleurs de pays qui sont visés. C'est

pourquoi, le Congrès de la FEN 75, décide de tout mettre en oeuvre pour que les assassins de LAÏD SEBAÏ soient châtiés !

Le corps de LAÏD SEBAÏ assassiné par les bandes fascistes est reparti Samedi 10/12/77 en Algérie.

Mais les assassins courent toujours !

Tous les orateurs du meeting du 8 décembre à la bourse du travail, notamment notre Secrétaire Confédéral René Lomet, l'ont déclaré.

Les assassins, les bandes fascistes sont couverts et protégés par l'appareil d'Etat.

**IL FAUT LE CHATIMENT DES ASSASSINS DE LAÏD SEBAÏ !**

L'enterrement de LAÏD SEBAÏ ne doit pas être l'enterrement de l'affaire SEBAÏ.

Notre section syndicale décide de poursuivre la mobilisation jusqu'au châtiment des assassins !

Elle demande à l'Union Locale, à la Commission exécutive de prendre contact avec toutes les organisations ouvrières et démocratiques du 9ème arrondissement, pour poursuivre le combat pour le châtiment des coupables.

Elle en appelle à notre Confédération pour poursuivre le combat pour le châtiment des assassins de LAÏD SEBAÏ !

Encore une fois un travailleur algérien a été assassiné.

LAÏD SEBAÏ était algérien, il a été abattu par un commando fasciste dit "DELTA".

Cela porte à 73 le nombre d'Algériens assassinés en 4 ans.

**C'EN EST TROP !**

En s'attaquant à un travailleur immigré, on s'attaque à la classe ouvrière toute entière de ce pays.

Demain, ce sera vous, nous ....

.../

Un meeting de protestation organisé par plusieurs organisations politiques et syndicales dont la C.G.T. a été tenue -

La section C.G.T. S.D. s'en félicite.

La section C.G.T. S.D. condamne énergiquement ces assassinats, exige que toute la lumière soit faite sur cette affaire ainsi que le châtement des coupables.

Il n'est pas possible que tous ces assassinats restent impunis.

La section C.G.T. S.D. , exige que l'affaire ne soit pas enterrée comme toutes les précédentes, que l'enterrement de LAÏD SEBAÏ ne soit pas l'enterrement de l'affaire SEBAÏ.

La section F.E.N. réunie ce 12 janvier 1978, après avoir discuté de la situation qui est réservée aux travailleurs immigrés par le patronat, la bourgeoisie et leur Etat (absence des libertés démocratiques élémentaires) ; après avoir discuté de la signification de l'odieux assassinat de Laïd SEBAÏ par les bandes fascistes "FELTA" déclare :

"Cet assassinat ne peut et ne doit rester impuni !"

Notre section FEN réaffirme le soutien inconditionnel qu'elle apporte aux travailleurs immigrés ; elle tient à rappeler le rôle que notre Fédération Nationale a joué pendant la sale guerre d'Algérie, en combattant par la grève générale , la venue de De Gaulle au pouvoir.

Elle affirme que laisser ce crime impuni, c'est préparer pour demain d'autres assassinats non seulement contre les travailleurs immigrés, mais aussi contre les travailleurs français.

C'est pour cela qu'elle se déclare prête à engager avec toutes les organisations syndicales, politiques, démocratiques, à engager toute action unitaire pour le "châtiment des assassins de "Laïd SEBAÏ" - qu'elle en appelle à tous les bureaux des syndicats nationaux représentés dans notre section (SNI, SNES, SNAU, SNATO) à prendre cette même décision.

C O M M U N I Q U E

Une dépêche d'agence, reproduisant l'essentiel d'un article paru à LONDRES annonce :

" Prochaine libération et (la) mise en résidence surveillée à EL ASNAM de Ben Bella".

Nous, militants, de "Tribune Algérienne" nous disons :

- la résidence surveillée n'est pas la libération complète,
- le changement de résidence surveillée non plus.

Nous exigeons :

- la libération immédiate et sans conditions de Ben Bella.

21/02/78